

COMPTES CONSOLIDÉS 2016





04/09
COMPTES CONSOLIDÉS

- 4 / ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ
- 6 / ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
- 8 / TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
- 9 / ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

10/42
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- 10 / 1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE
- 10 / 2. NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES
- 11 / 3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION
- 12 / 4. RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION
- 12 / 5. FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS
- 13 / 6. VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE
- 14 / 7. EVÈNEMENTS POST-CLÔTURE
- 14 / 8. NOTES ANNEXES
 - 14 / 8.1. Goodwill
 - 16 / 8.2. Variation des Immobilisations incorporelles
 - 18 / 8.3. Variation des Immobilisations corporelles
 - 20 / 8.4. Participations dans les Entreprises Associées (mise en équivalence)
 - 22 / 8.5. Variation des Actifs financiers
 - 23 / 8.6. Autres Actifs non courants
 - 23 / 8.7. Impôts sur le Résultat et Impôts Différés
 - 25 / 8.8. Stocks
 - 25 / 8.9. Créances clients
 - 26 / 8.10. Autres Actifs Courants
 - 26 / 8.11. Informations complémentaires sur les contrats de construction
 - 26 / 8.12. Trésorerie Nette
 - 27 / 8.13. Besoin en Fonds de Roulement
 - 27 / 8.14. Instruments de Capitaux Propres
 - 28 / 8.15. Endettement Financier Net
 - 29 / 8.16. Provisions Non Courantes et Courantes
 - 30 / 8.17. Indemnités de fin de carrière
 - 31 / 8.18. Autres passifs courants
 - 32 / 8.19. Instruments Financiers
 - 34 / 8.20. Produits des Activités Opérationnelles
 - 34 / 8.21. Autres Produits de l'Activité
 - 34 / 8.22. Charges externes
 - 34 / 8.23. Autres Produits et Charges Opérationnels
 - 34 / 8.24. Coût de l'Endettement Financier Net
 - 34 / 8.25. Autres Produits et Charges Financiers
 - 34 / 8.26. EBITDA
 - 35 / 8.27. Capitaux propres et Résultat par Action
 - 36 / 8.28. Transactions entre les parties liées
 - 36 / 8.29. Information sectorielle
 - 37 / 8.30. Engagements Hors Bilan
 - 37 / 8.31. Effectifs
 - 37 / 8.32. Salaires et charges sociales

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		20 231	18 465
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Ecart actuariel	8.17	998	571
Impôts différés sur écarts actuariels	8.7	(344)	(206)
Coupons net des obligations remboursables en actions	8.14	(676)	(442)
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Variation de juste valeur des Instruments de Couverture	8.19	1 050	(65)
Ecart de conversion		(1 294)	102
Impôt sur les autres éléments du résultat global	8.7	(105)	24
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		19 860	18 449
Résultat global attribuable aux propriétaires		20 350	17 998
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(492)	451

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
Goodwill	8.1	257 025	224 091
Autres Immobilisations Incorporelles	8.2	3 298	3 718
Immobilisations Corporelles	8.3	348 927	342 175
Participations dans les entreprises associés	8.4	6 993	5 762
Actifs financiers disponibles à la vente	8.5	17 323	14 205
Autres actifs financiers	8.5	39 047	40 245
Autres actifs non courants	8.6	8 607	6 590
Actifs d'impôts différés	8.7	2 194	466
ACTIFS NON COURANTS		683 414	637 252
Stocks	8.8	20 887	22 644
Clients	8.9	567 425	507 413
Paievements d'avance		6 662	7 720
Autres actifs courants	8.10	111 302	100 126
Actifs d'impôts exigibles		55	148
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8.12	210 785	204 382
ACTIFS COURANTS		917 116	842 433
TOTAL ACTIF		1 600 530	1 479 685

PASSIF

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
Capital émis	8.27	51 683	50 099
Primes		14 487	71
Réserves		160 455	177 130
Résultat de l'exercice		20 074	18 055
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	8.14	246 699	245 355
Participations ne donnant pas le contrôle		4 850	8 201
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		251 549	253 556
Emprunts & dettes financières diverses à long terme	8.15	257 330	237 091
Provisions à long terme	8.16-8.17	73 916	72 390
Passifs d'impôts différés	8.7	9 075	11 381
PASSIFS NON COURANTS		340 321	320 862
Emprunts et dettes financières courants	8.15	63 859	54 998
Découvert bancaire	8.12	94 736	71 023
Provisions à court terme	8.16		1 052
Avances et Acomptes reçus		35 932	29 796
Fournisseurs et comptes rattachés		455 828	377 960
Autres passifs courants	8.18	353 606	369 707
Passifs d'impôts exigibles		4 699	731
PASSIFS COURANTS		1 008 660	905 267
TOTAL PASSIF		1 600 530	1 479 685



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte. Selon cette méthode, le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans effet de trésorerie, et des éléments de produits ou de charges liés aux flux d’investissements ou de financement. Les intérêts et les dividendes des sociétés non consolidées figurent respectivement dans les flux de trésorerie de financement et d’investissement. Il n’existe pas au 31 Décembre 2016 de trésorerie non disponible.

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		20 231	18 465
Dotations nettes aux amortissements et provisions		66 429	55 112
Autres produits et charges calculés		(216)	(13)
Plus et moins-values de cession		(1 394)	(566)
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	8.4	229	242
Dividendes reçus (titres non consolidés et sociétés mises en équivalence)		(119)	(140)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS IMPÔT		85 160	73 100
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	8.7	5 095	6 980
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔT		90 255	80 080
Variation de la dette d'impôt		(4 577)	3 717
Variation du B.F.R. lié à l'activité	8.13	(10 240)	(52 457)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ		75 438	31 340
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8.2 - 8.3	(72 803)	(68 345)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		10 617	7 768
Variations des immobilisations financières	8.5	(5 376)	(4 323)
Incidence des variations de périmètre		(12 324)	(4 680)
Dividendes reçus (titres non consolidés et sociétés mises en équivalence)		185	163
Variation des prêts et avances consentis		325	(1 199)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	8.13	(750)	(1 056)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(80 126)	(71 672)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital :			
Versées par les actionnaires de la société mère			
Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(9 988)	(69 951)
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		(1 668)	(238)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		86 616	139 135
Remboursements d'emprunts		(86 311)	(105 073)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(11 351)	(36 127)
Incidence des variations des cours des devises		(1 271)	76
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE		(17 310)	(76 383)
TRÉSORERIE D'OUVERTURE		133 359	209 742
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	8.12	116 048	133 359

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Attribuables aux propriétaires de NGE							Participations ne donnant pas le contrôle				
EN MILLERS D'EUROS	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Réserves de conversion	Résultat	Total Part du Groupe	Réserves	Réserves de conversion	Résultat	Total Intérêts Minoritaires	Total Capitaux Propres
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2014	6 262 377	50 099	6 826	194 761	89	20 449	272 224	4 578	42	(476)	4 144	276 367
Affectation du Résultat de l'Exercice 2014				20 449		(20 449)	-	(476)		476	-	-
Résultat Net						18 055	18 055			410	410	18 465
Autres éléments du Résultat Global				365			365				-	365
Opération sur le Capital			(492)	492			-				-	-
Emission et Remboursements des Obligations remboursables en actions y compris coupons				24 714			24 714				-	24 714
Dividendes			(6 262)	(63 744)			(70 006)	(183)			(183)	(70 189)
Gains et (Pertes) sur Instruments Financiers de couverture				(41)			(41)				-	(41)
Ecart de conversion					52		52		36		36	88
Variations de périmètre				(6)			(6)	3 795			3 795	3 789
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2015	6 262 377	50 099	71	176 990	141	18 055	245 355	7 714	78	410	8 201	253 556
Affectation du Résultat de l'Exercice 2015				18 055		(18 055)	-	410		(410)	-	-
Résultat Net						20 074	20 074			155	155	20 229
Autres éléments du Résultat Global				966			966				-	966
Opération sur le capital	198 020	1 584	14 416				16 000				-	16 000
Emission et Remboursements des Obligations remboursables en actions y compris coupons				(25 873)			(25 873)				-	(25 873)
Dividendes			(9 998)				(9 998)	(1 668)			(1 668)	(11 666)
Gains et (Pertes) sur instruments Financiers de couverture				633			633				-	633
Ecart de conversion					(648)		(648)		(647)		(647)	(1 295)
Variations de périmètre				134	55		189	(1 134)	(58)		(1 192)	(1 003)
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2016	6 460 397	51 683	14 487	160 907	(452)	20 074	246 699	5 322	(627)	155	4 850	251 549

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2016, comprennent la société NGE et ses filiales (l'ensemble désigné « Le Groupe »), et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint. Les états financiers du groupe NGE au 31 Décembre 2016 détaillant l'activité du Groupe NGE sur la période du 1^{er} Janvier 2016 au 31 Décembre 2016 ont été arrêtés par le Directoire le 29 mars 2017.

1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

NGE a réalisé le 13 Juillet 2016 une triple opération financière, composée du remaniement de son crédit syndiqué contracté en 2015, de l'élargissement de son programme de titrisation de 2013 et de la mise en place d'un programme de NEU CP (anciennement Billets de Trésorerie). Le remaniement du crédit syndiqué permet au Groupe de bénéficier d'une ressource supplémentaire de 50 millions d'euros prenant la forme d'une nouvelle tranche Crédit Revolving couvrant tous besoins de trésorerie. Ce remaniement, signé le 13 juillet 2016, a aussi été l'occasion d'aménager certaines clauses juridiques. Le programme de titrisation de 2013 a par ailleurs été porté de 60 millions à 100 millions d'euros avec l'intégration de TSO, filiale spécialisée dans les travaux ferroviaires, en qualité de nouveau cedant. NGE a aussi mis en place un programme de Negotiable European Commercial Paper de 150 millions d'euros, dédié aux besoins court terme de trésorerie saisonnière, typiques de l'activité de Travaux Publics. Cinq Agents Placeurs ont été retenus pour animer ce programme : BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, NATIXIS (également Agent Domiciliataire) et Société Générale. Le 13 juillet 2016, NGE a également décidé de rembourser par anticipation son emprunt obligataire remboursable en actions (ORA 5 et ORA 6) d'un montant nominal de 24.6 millions d'euros.

2. NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES

Les comptes consolidés du Groupe pour les périodes closes au 31 Décembre 2015 et 31 Décembre 2016, sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) applicables au 31 Décembre 2016 telles qu'adoptées par l'Union Européenne et disponibles sur le site

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm. (Règlement n°1606/2002 du Conseil Européen du 19 Juillet 2002).

Les principes comptables retenus pour l'établissement des états financiers résultent de l'application des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} Janvier 2016.

2.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} Janvier 2016

Il n'y a pas de nouvelles normes et interprétations applicables de façon obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016, mais les amendements suivants :

- Amendements à IAS 1 « Amélioration des informations à fournir en annexe » ;
 - Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes »
 - Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables »
 - Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel »
 - Amendements à IAS 27 « Méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels »
- La mise en œuvre de ces amendements n'a pas d'impact significatif au niveau du Groupe.

2.2. Normes adoptées par l'IASB non applicables au 31 Décembre 2016 :

- Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} Janvier 2016
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus des contrats conclus avec des clients » ;
 - IFRS 9 « Instruments financiers, classification et évaluation »
 - IFRS 16 « Contrats de location » ;
 - Amendements à IAS 7 « Information liée aux activités de financement » ;
 - Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ».

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts de l'application de ces normes, notamment sur les IFRS 15 et IFRS 16.

3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

3.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis au 31 Décembre sur la base des comptes individuels des filiales du Groupe à cette date, retraités pour être mis en conformité avec les normes du Groupe.

Les entrées et sorties de périmètre de consolidation sont réalisées à la date d'acquisition, ou de cession, ou pour des raisons de commodités si leur incidence n'est pas significative, sur la base du dernier bilan clos antérieurement à la date d'acquisition.

Les règles retenues par le Groupe sont les suivantes : Selon les dispositions de la norme IFRS 10 « États financiers consolidés », pour tous les aspects relatifs au contrôle et aux procédures de consolidation selon la méthode de l'intégration globale, la notion de contrôle d'une entité est redéfinie sur la base de trois critères :

- le pouvoir sur l'entité, c'est-à-dire la capacité de diriger les activités qui ont le plus d'impacts sur sa rentabilité ;
- l'exposition aux rendements variables de l'entité, qui peuvent être positifs, sous forme de dividende ou de tout autre avantage économique, ou négatifs ;
- et le lien entre le pouvoir et ces rendements, soit la faculté d'exercer le pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements obtenus.

En pratique, les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au Conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Pour la détermination du contrôle, le Groupe réalise une analyse approfondie de la gouvernance établie et une analyse des droits détenus par les autres actionnaires afin de vérifier leur caractère purement protectif.

Lorsque nécessaire, une analyse des instruments détenus par le Groupe ou des tiers (droits de vote potentiels, instruments dilutifs, instruments convertibles...) qui, en cas d'exercice, pourraient modifier le type d'influence exercé par chacune des parties, est également effectuée. Pour certaines sociétés de projet d'infrastructures en concession ou en contrat de partenariat public-privé dans lesquelles NGE n'est pas seul investisseur en capital, outre l'analyse de la gouvernance établie avec chaque partenaire, le Groupe peut être amené à étudier les caractéristiques des contrats de sous-traitance afin de vérifier qu'ils ne confèrent pas de pouvoirs additionnels susceptibles d'aboutir à une situation de contrôle.

Cela concerne le plus souvent les contrats de construction et les contrats d'exploitation/maintenance des ouvrages concédés. Une analyse est menée en cas d'événement spécifique susceptible d'avoir un impact sur le niveau de contrôle exercé par le Groupe (modification de la répartition du capital d'une entité, de sa gouvernance, exercice d'un instrument financier dilutif...).

Selon les dispositions de la norme IFRS 11 « Partenariats », le contrôle conjoint est établi lorsque les décisions concernant les activités prépondérantes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les partenariats sont désormais classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties. Cette classification est généralement établie par la forme légale du véhicule juridique employé pour porter le projet.

- Une coentreprise (joint-venture) est un partenariat dans lequel les parties (co-entrepreneurs) qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.
- Une activité conjointe (joint-operation) est un partenariat dans lequel les parties (coparticipants) ont des droits directs sur les actifs et des obligations directes au titre des passifs de l'entité. Chaque coparticipant doit comptabiliser sa quote-part d'actifs, de passifs, de produits et de charges relative à ses intérêts dans l'activité conjointe.

La plupart des partenariats du Groupe correspondent à des activités conjointes de par la forme légale des structures juridiques employées, comme en France, où les parties ont généralement recours à la société en participation (SEP) pour contractualiser leurs activités de travaux en partenariat. Dans quelques cas de figure, lorsque les faits et circonstances démontrent que les activités d'une entreprise ont été conçues dans l'objectif de fournir une production aux parties, la nature d'activité conjointe est avérée même lorsque la forme légale du véhicule juridique n'établit pas de transparence entre le patrimoine des coparticipants et celui du partenariat. En effet, cela indique que les parties ont droit, en substance, à la quasi-totalité des avantages économiques associés aux actifs de l'entreprise et qu'elles en régleront les passifs. Au sein du Groupe, cela concerne notamment certains postes d'enrobage.

Selon les dispositions de la norme IAS 28 R, les entités associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

3.2. Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d’actifs et de passifs, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- En totalité si l’opération est réalisée entre deux entités intégrées globalement
- À hauteur du pourcentage de détention de l’entreprise mise en équivalence dans le cas d’une opération réalisée entre une entité intégrée globalement et une entité mise en équivalence.

3.3. Opérations en monnaies étrangères

Les comptes des filiales étrangères sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle.

Les bilans, dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de consolidation, sont convertis en euros au cours de clôture, à l’exception des capitaux propres qui sont convertis au coût historique.

Les différences de conversion du bilan sont enregistrées en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Le compte de résultat est converti au cours moyen de la période.

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d’opération.

Les pertes et gains de change en résultant sont comptabilisés en résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les instruments dérivés de change qualifiés en couverture d’investissement net dans les filiales sont enregistrés en autres éléments du résultat global et présentés en réserve de conversion.

Les goodwill et ajustement de juste valeur provenant de l’acquisition de filiales étrangères sont considérés comme des actifs et passifs de la filiale et sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de la filiale et convertis au taux de clôture.

4. RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Pour préparer les états financiers conformément aux normes IFRS, des estimations et des hypothèses ont été faites. Ces estimations sont évaluées de façon continue sur la base d’une expérience passée, ainsi que sur d’autres facteurs qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d’actif et de passif.

4.1. Présentation des états financiers

Le Groupe présente ses états financiers en conformité avec la norme IAS 1 et le cadre conceptuel des IFRS et s’appuie sur les recommandations du Collège de l’ANC (Autorité des Normes Comptables) n°2013-03 en date du 7 Novembre 2013 relatives aux formats de l’état du résultat global, de tableau de flux de trésorerie et de tableau de variation des capitaux propres. Il en résulte, notamment, les éléments suivants :

- L’état du résultat global est présenté par nature de produits et de charges afin de représenter au mieux le type d’activité du Groupe, y compris le résultat de cession de matériel qui revêt un caractère courant de l’activité du Groupe ;
- Le principal indicateur de performance du Groupe est le résultat opérationnel sur activité. Il est déterminé à partir du résultat opérationnel avant prise en compte de la juste valeur estimée des paiements en actions, de l’impact des tests de dépréciation des goodwill et des autres produits et charges opérationnels liés aux activités non opérationnelles du Groupe (cession d’activités, frais d’acquisition) ;
- Le résultat financier présente séparément le coût de l’endettement financier du Groupe et les autres charges et produits financiers.
- L’état consolidé de la situation financière présente une ventilation des actifs et des passifs courants et non courants.

4.2. Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers du Groupe requiert le recours de la Direction Générale à des jugements, estimations et hypothèses qui ont un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers en qualité d’actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations communiquées sur les passifs éventuels.

Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait éventuellement résulter, en raison de l’incertitude attachée à ces dernières, un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d’une période subséquente.

L’utilisation de jugements et d’estimations revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- comptabilisation des contrats ;
- avantages postérieurs à l’emploi ;
- provisions pour risques (notamment pour pertes à terminaison, pour litiges) ;
- valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des écarts d’acquisition ;
- actifs d’impôts différés ;
- juste valeur des instruments financiers.

5. FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

5.1. Risques liés aux taux d’intérêt

A l’exception des contrats de location financement dont le taux est fixe, l’endettement du Groupe est principalement à taux variable.

Le Groupe souscrit des options de couverture afin de limiter le risque de variation à la hausse des taux d’intérêts.

La note 8.19 présente la part des dettes soumises au risque de taux.

Toute augmentation du niveau des taux d’intérêts alourdirait le coût de financement du Groupe, ce qui entraînerait une réduction de son résultat financier et de son résultat net et pourrait ralentir sa croissance.

5.2. Risques liés aux taux de change

La majorité des filiales du Groupe exerçant leurs activités au sein de la zone Euro, l’exposition du Groupe aux risques liés aux taux de change est limitée.

En outre, les coûts liés à l’exécution de contrats internationaux libellés dans une monnaie locale autre que l’Euro sont généralement payés dans cette même monnaie locale.

Les risques liés aux taux de change concernent principalement les décalages de trésorerie au cours de l’exécution d’un contrat (financement des ressources ou du besoin en fond de roulement), ainsi que la conversion en euro des frais généraux et du résultat générés par ledit contrat.

Ponctuellement, le Groupe met en place une stratégie de couverture de la totalité ou d’une partie de ces flux de trésorerie afin de réduire son exposition aux risques liés aux taux de change.

Une variation significative des taux de change pourrait toutefois affecter les activités et les résultats du Groupe.

5.3. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe ne dispose pas des ressources financières nettes suffisantes pour faire face à ses obligations et à ses charges d’exploitation.

Le Groupe a mis en place un programme de titrisation de créances commerciales de 60 millions d’euros le 21 novembre 2013, pour une durée de 5 années, porté à 100 millions au cours de l’exercice. Ce poste est présenté en note 8.12.

Le Groupe dispose d’une ligne de crédit revolving de 50 millions d’euros, non utilisée au 31 Décembre 2016.

NGE a également mis en place un programme de Negotiable European Commercial Paper de 150 millions d’euros, non utilisé au 31 Décembre 2016.

5.4. Risque fiscal

Certaines sociétés du groupe NGE font l’objet d’une vérification fiscale pour les exercices 2012, 2013 et 2014.

A la date d’arrêté des comptes, des propositions de rectification ont été notifiées en 2015 et 2016.

L’essentiel des points relevés ont fait l’objet d’une contestation sérieuse.

Le montant du risque éventuel s’élève à 10.8 millions d’euros.

5.5. Risque Marché

Le Groupe n’est pas exposé au risque sur actions, les excédents de trésorerie étant placés sur des comptes rémunérés ou en comptes à terme.

5.6. Risque Crédit

Le risque de non-recouvrement des créances clients est limité, étant donné que le Groupe réalise la majorité de son activité avec des acteurs du service public.

5.7. Risque de fluctuation des matières premières

Les marchés de travaux sur lesquels le Groupe opère sont en général affectés d’une clause de révision de prix adossée à un indice national qui permet de couvrir le risque de fluctuation du prix des matières premières.

Ponctuellement, dans le cadre de marchés importants et non révisables, le Groupe peut être amené à utiliser des contrats de couverture de prix de matières premières concernant des approvisionnements dont les variations des prix sur les marchés mondiaux sont importantes.

6. VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

6.1 Variation de périmètre

Le Groupe a pris le contrôle de la société Cardinal Edifice et ses filiales le 26 Octobre 2016.

L’acquisition a été comptabilisée en appliquant la méthode de l’acquisition : le coût d’acquisition s’élève à 36.1 millions d’euros.

Conformément à la méthode de l’acquisition, le coût d’acquisition doit être affecté aux actifs acquis, aux passifs et aux passifs éventuels assumés.

L’attribution des justes valeurs aux actifs et passifs et passifs éventuels identifiables a été réalisée de façon provisoire au 31 Décembre 2016.

La juste valeur des actifs et passifs acquis déterminée provisoirement est de 6,7 millions d’euros.

Le Groupe a également pris diverses participations sur la période, et les principales acquisitions portent sur des sociétés étrangères dans le cadre du développement du Groupe à l’international.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée, une évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et la détermination des impôts différés associés sont effectuées. Le coût d’acquisition global s’est élevé à 2.9 millions d’euros générant un goodwill provisoire de 3.5 millions d’euros.

Informations proforma

En conformité avec la norme IFRS 3, les agrégats présentés dans le tableau ci-dessous sont établis en simulant l’acquisition de la société Cardinal Edifice et ses filiales au 1^{er} janvier 2016. L’acquisition ayant eu lieu au 26 octobre 2016, les comptes consolidés sont retraités des compléments de coûts et de produits encourus ou estimés sur la période du 1^{er} janvier au 25 octobre, en tenant compte des :

- Neutralisation des intragroupes sur la période,
- Neutralisation sur la période des impacts liés aux passifs identifiés

En millions d'euros	31/12/2016		
	Consolidation 2016	Cardinal et filiales du 1 ^{er} janvier au 25 octobre	Comptes Proforma 2016
Produits des Activités Opérationnelles	1 503,0	89,0	1592,0
Résultat Opérationnel sur Activité	42,9	2,3	45,2

6.2 Périmètre de consolidation

La liste des sociétés consolidées est jointe en page 38.

7. ÉVÈNEMENTS POST-CLÔTURE

Le 17 Janvier 2017, les accords finaux relatifs à l’acquisition du groupe DACQUIN ont été signés. Cette alliance fait de NGE, à travers son pôle Travaux Géotechniques et de Sécurisation, un acteur de premier plan dans le métier des fondations.

L’acquisition a été réalisée moyennant une part versée en numéraire et financée par le tirage de la ligne de crédit investissement, et une part payée en actions NGE ; Ainsi, NGE a réalisé une augmentation de capital de 112 110 actions ordinaires A, pour un montant total de 9.1 millions d’euros. Le capital social de NGE est ainsi composé de 6 572 507 actions et s’élève à 52 580 056 euros.

8. NOTES ANNEXES

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en milliers d’euros, sauf précision contraire.

8.1. Goodwill

Regroupement d’entreprises et Goodwill

Les regroupements d’entreprises sont comptabilisés conformément aux dispositions d’IFRS 3 révisée.

En application de cette norme révisée, le Groupe comptabilise à la juste valeur, aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs identifiables repris.

Le coût d’acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l’échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ ou des instruments de capitaux propres émis en échange de l’entité acquise. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté.

A compter de la date d’acquisition, toute variation ultérieure de cette juste valeur résultant d’évènements postérieurs à la prise de contrôle, est constatée en résultat.

Les coûts directement attribuables à l’acquisition tels que les honoraires de due diligence sont comptabilisés en charges lorsqu’ils sont encourus.

La valeur d’acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs identifiables à leur juste valeur, à l’exception des actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente.

La différence positive entre le coût d’acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis constitue le goodwill. Le cas échéant, le goodwill inclut la part de la juste valeur des intérêts minoritaires selon la méthode du goodwill complet.

Le Groupe dispose de douze mois, à compter de la date d’acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

Dans le cas d’un regroupement réalisé par étapes, la participation antérieurement détenue dans l’entreprise est valorisée à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L’éventuel profit ou perte qui en résulte est comptabilisée en résultat.

Conformément à la norme IAS 27 révisée, les acquisitions ou cessions d’intérêts minoritaires, sans changement de

contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d’intérêt dans les entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe.

De la même manière, une baisse du pourcentage d’intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une transaction entre actionnaires, sans impact sur le résultat.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrées globalement sont enregistrés à l’actif du bilan consolidé sous la rubrique « Goodwill ». Les goodwill relatifs à des sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont inclus dans la rubrique « Participations dans les entreprises associées ».

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l’objet de test de valeur (impairment test) au minimum une fois par an et à chaque fois qu’un indice de perte de valeur apparaît. Lorsqu’une perte de valeur est constatée, l’écart entre la valeur comptable de l’actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé en résultat.

Les écarts d’acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l’année de l’acquisition.

Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d’unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes d’actifs dont l’utilisation génère des flux d’entrées de trésorerie identifiables.

Les groupes d’unités génératrices de trésorerie sont :

- La Région Multimétiers ;
- Les Filiales Nationales Spécialisées ou un groupe de filiales intégrées lorsque celles-ci exercent leur activité en dehors de l’organisation « Multimétiers – Régional » ;
- Les Grands Projets.

La valeur recouvrable d’une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la juste valeur (généralement le prix de marché), nette des coûts de cession, et la valeur d’utilité.

La valeur d’utilité est estimée en utilisant la méthode de l’actualisation des flux de trésorerie disponible basés sur les deux éléments suivants :

- Flux de trésorerie prévisionnels à dette nulle, soit :
 - Résultat opérationnel + amortissements
 - Variation du besoin en fonds de roulement
 - Investissement de renouvellement
 - Impôts
- Taux d’actualisation (coût d’opportunité du capital) déterminés pour chaque groupe d’UGT en fonction de son activité et du profil de risque associé.

L’utilisation de taux après impôt aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en appliquant des taux avant impôt à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Les hypothèses utilisées pour ces calculs comportent, comme toute estimation, une part d’incertitude et sont donc susceptibles d’être éventuellement ajustées au cours des périodes ultérieures.

Si la valeur comptable de l’unité génératrice de trésorerie excède la valeur recouvrable, les actifs de l’unité génératrice de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. La perte de valeur est imputée en priorité sur le goodwill et enregistrée au compte de résultat en autres produits et charges opérationnels.

Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés avec un taux de croissance estimé à 1,5%.

L’ensemble des flux est actualisé avec un taux d’actualisation de 6.5% correspondant au coût moyen pondéré du capital après impôt du Groupe.

Ces calculs s’appuient sur un plan prévisionnel à 5 ans élaboré par le Management de la région et revu par la Direction Générale et la Direction Financière du Groupe.

Un changement raisonnablement possible d’hypothèses relatives aux tests de dépréciation réalisés pour chacun des groupes d’UGT ne conduirait pas à une charge de dépréciation des goodwill. Le taux d’actualisation à partir duquel le Groupe devrait constater une perte de valeur (point mort) est de 9%.

Groupes d'UGT	31/12/2015	Dépréciations	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres	31/12/2016
Activités Régionales Multimétiers	65 493					65 493
Grands Projets	21 671			(34)		21 637
Filiales Nationales Spécialisées	136 927		32 968			169 895
TOTAL GOODWILL	224 091	-	32 968	(34)	-	257 025

Groupes d'UGT	31/12/2014	Dépréciations	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres	31/12/2015
Activités Régionales Multimétiers	65 493					65 493
Grands Projets	21 596			75		21 671
Filiales Nationales Spécialisées	134 427		2 500			136 927
TOTAL GOODWILL	221 515	-	2 500	75	-	224 091

Groupes d'UGT	Taux d'actualisation	
	2016	2015
Activités Régionales Multimétiers	6,5%	6,0%
Grands Projets	6,5%	6,0%
Filiales Nationales Spécialisées	6,5%	6,0%



8.2. Variation des Immobilisations incorporelles

Les Immobilisations incorporelles comprennent principalement des brevets, licences et logiciels informatiques, ainsi que les droits de fortage de carrières à durée définie. Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d’acquisition, diminué le cas échéant des amortissements et pertes de valeurs cumulés. Les droits de fortage des carrières sont amortis au fur et à mesure des extractions (tonnages extraits pendant l’exercice rapportés à la capacité totale d’extraction estimée de la carrière sur sa durée d’exploitation). Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d’utilité.



ANNÉE 2016

Valeurs brutes	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2016
Frais de recherche et développement	361		6	(213)			154
Concessions, brevets et droits similaires	3 052	86	146	(217)	52		3 118
Autres immobilisations incorporelles	2 001		39		439		2 479
Immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes	866	52	59		(515)		461
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES	6 280	138	250	(430)	(24)	-	6 212

Amortissements et provisions	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2016
Frais de recherche et développement	293		7	(213)			87
Concessions, brevets et droits similaires	1 562		639	(217)			1 983
Autres immobilisations incorporelles	707		130		8		844
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 562	-	776	(430)	8	-	2 914

Valeurs nettes	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2016
Frais de recherche et développement	68		(1)				68
Concessions, brevets et droits similaires	1 490	86	(493)		52		1 135
Autres immobilisations incorporelles	1 294		(91)		431		1 635
Immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes	866	52	59		(515)		461
VALEURS NETTES	3 718	138	(526)	-	(32)	-	3 298

ANNÉE 2015

Valeurs brutes	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2015
Frais de recherche et développement	293	69					361
Concessions, brevets et droits similaires	3 126	68	1 144	(129)	(1 157)		3 052
Autres immobilisations incorporelles	849	104	944		103		2 001
Immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes	419		216		231		866
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES	4 687	241	2 304	(129)	(823)	-	6 280

Amortissements et provisions	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2015
Frais de recherche et développement	287		6				293
Concessions, brevets et droits similaires	1 649		631	(129)	(588)		1 562
Autres immobilisations incorporelles	655		53				707
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 591	-	690	(129)	(588)	-	2 562

Valeurs nettes	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2015
Frais de recherche et développement	6	69	(6)				68
Concessions, brevets et droits similaires	1 477	68	513		(569)		1 490
Autres immobilisations incorporelles	195	104	891		103		1 294
Immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes	419		216		231		866
VALEURS NETTES	2 096	241	1 614	-	(235)	-	3 718

8.3. Variation des Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d’acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Les éléments d’actifs font l’objet de plans d’amortissement déterminés selon la durée réelle d’utilisation du bien. La base amortissable correspond au coût d’achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale du bien. Le montant de la valeur résiduelle est celui que le Groupe recevrait actuellement si l’actif était déjà dans les conditions d’âge et d’usure prévus à la fin de sa durée de vie utile.

Les principales durées d'utilité retenues sont :		
Constructions		15 à 40 ans
Matériel de travaux publics		3 à 10 ans
Matériel de transport		3 à 5 ans
Matériel ferroviaire		8 à 30 ans
Agencements		5 à 19 ans
Mobiliers et matériel de bureau		3 à 10 ans

ANNÉE 2016

Valeurs brutes	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2016
Terrains	36 499	1 639	438	(615)	273	10	38 244
Constructions	50 428	(526)	3 241	(391)	3 454	29	56 235
Installations Techniques, Matériels, Outillages Industriels	462 039	6 092	50 303	(32 977)	1 576	120	487 155
Autres Immobilisations Corporelles	107 607	1 624	15 475	(9 609)	(46)	(13)	115 037
Immobilisations en Cours et Avances sur Immobilisations	5 581	5	3 065		(4 959)	4	3 696
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	662 154	8 834	72 522	(43 592)	298	150	700 367

Amortissements et provisions	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2016
Terrains	4 610		766		103		5 479
Constructions	19 379		3 147	(249)		5	22 282
Installations Techniques, Matériels, Outillages Industriels	235 209		47 126	(27 201)	(3)	58	255 188
Autres Immobilisations Corporelles	60 782		15 809	(8 103)		4	68 492
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	319 980	-	66 848	(35 553)	100	67	351 441

Valeurs nettes	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2016
Terrains	31 889	1 639	(328)	(615)	170	10	32 765
Constructions	31 049	(526)	94	(142)	3 454	24	33 953
Installations Techniques, Matériels, Outillages industriels	226 830	6 092	3 177	(5 776)	1 579	62	231 967
Autres Immobilisations Corporelles	46 825	1 624	(334)	(1 506)	(46)	(17)	46 545
Immobilisations en Cours et Avances sur Immobilisations	5 581	5	3 065		(4 959)	4	3 696
VALEURS NETTES	342 175	8 834	5 674	(8 039)	198	83	348 927

Incidence des retraitements de location-financement (Norme IAS 17) dans les flux des immobilisations corporelles.

Valeurs brutes	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Ecart de conversion et autres	31/12/2016
TOTAL DES IMMOBILISATIONS NETTES	146 624	53	(3 264)	(453)	173	143 134



ANNÉE 2015

Valeurs brutes	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2015
Terrains	24 470	9 372	662	(404)	2 384	14	36 499
Constructions	44 634	3 882	2 064	(798)	625	21	50 428
Installations Techniques, Matériels, Outillages industriels	444 990	5 240	40 957	(31 220)	1 906	166	462 039
Autres Immobilisations Corporelles	97 341	345	16 641	(7 087)	348	20	107 607
Immobilisations en Cours et Avances sur Immobilisations	3 236	93	5 715		(3 466)	3	5 581
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	614 671	18 932	66 039	(39 509)	1 798	224	662 154

Amortissements et provisions	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2015
Terrains	2 514		1 551	(2)	548		4 610
Constructions	17 086		2 730	(392)	(49)	4	19 379
Installations Techniques, Matériels, Outillages industriels	218 196		43 014	(26 108)	49	57	235 209
Autres Immobilisations corporelles	51 691		14 816	(5 734)		9	60 782
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	289 487	-	62 111	(32 236)	548	70	319 980

Valeurs nettes	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2015
Terrains	21 956	9 372	(889)	(402)	1 836	14	31 889
Constructions	27 548	3 882	(666)	(406)	674	17	31 049
Installations Techniques, Matériels, Outillages industriels	226 794	5 240	(2 057)	(5 112)	1 857	109	226 830
Autres Immobilisations Corporelles	45 648	345	1 825	(1 353)	348	11	46 825
Immobilisations en Cours et Avances sur Immobilisations	3 236	93	5 715		(3 466)	3	5 581
VALEURS NETTES	325 182	18 932	3 928	(7 273)	1 250	154	342 175

Incidence des retraitements de location-financement (Norme IAS 17) dans les flux des immobilisations corporelles.

Valeurs brutes	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Ecart de conversion et autres	31/12/2015
TOTAL DES IMMOBILISATIONS NETTES	138 395	1 305	7 343	(485)	67	146 624

8.4. Participations dans les Entreprises Associées (mise en équivalence)

Les participations dans les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence : elles sont enregistrées initialement au coût d’acquisition comprenant le cas échéant le goodwill dégagé. Leur valeur comptable est, par la suite ajustée pour prendre en compte les évolutions de la quote-part du Groupe dans l’actif net de ces entreprises. Le solde de cette quote-part apparaît à l’actif du bilan. Il est précisé que les quotes-parts de situations nettes négatives des sociétés mise en équivalence sont présentés en Autres Provisions courantes. La variation sur l’exercice est indiquée au compte de résultat (Quote-Part de résultat des entreprises associées). S’il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable est testée selon les modalités décrites dans la note 8.1.



31/12/2016 Données à 100%	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Résultat net	Capitaux Propres	% d'intérêt	Quote part de résultat net	Capitaux propres part du Groupe yc GW
Atelier Pour La Maintenance Des Engins Mobiles	-	(13)	(13)	507	29%	(4)	145
Aude Recyclage	263	97	63	189	23%	15	44
Bergerac Matériaux et Valorisation	154	(68)	(77)	125	25%	(19)	31
Calcaires Du Biterrois	3 422	(139)	(259)	1 975	50%	(129)	987
Corrèze Enrobés	7 758	66	46	320	43%	20	75
H.P.R.T.	3 247	1 442	35	429	22%	8	195
LCA	549	3	3	111	5%	1	56
Les Carrières Des Puys	1 093	(195)	(215)	(13)	30%	(65)	(4)
M.T.C.	157	7	-	1	39%	-	-
P2R	8 341	522	400	1 964	23%	92	513
Port Adhoc	3 147	(713)	(703)	8 141	25%	(173)	4 126
SAPAG	-	(16)	(16)	(33)	33%	(5)	(11)
SLE	589	36	24	503	39%	9	465
Société des Enrobés Clermontois	1 730	99	64	118	33%	21	371
TOTAL	30 451	1 128	(647)	14 336		(229)	6 993

31/12/2015 Données à 100%	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Résultat net	Capitaux Propres	% d'intérêt	Quote part de résultat net	Capitaux propres part du Groupe yc GW
Atelier Pour La Maintenance Des Engins Mobiles	-	(6)	(6)	519	29%	(2)	148
Aude Recyclage	247	139	127	178	8%	10	15
Calcaires Du Biterrois	3 340	(49)	(256)	(2 103)	50%	(128)	(1 052)
Corrèze Enrobés	6 604	78	48	322	43%	21	75
H.P.R.T.	3 244	1 496	41	432	22%	9	196
LCA	334	18	3	109	50%	2	55
Les Carrières des Puys	1 394	(192)	(216)	202	30%	(65)	61
M.T.C.	204	9	1	1	39%	-	-
P2R	6 610	481	337	1 764	23%	78	467
Port Adhoc	3 082	(774)	(708)	8 816	25%	(174)	4 292
SAPAG	-	(2)	(2)	(17)	33%	(1)	(5)
SLE	650	22	20	486	39%	8	459
TOTAL	25 709	1 220	(611)	10 709		(242)	4 710

LA VARIATION DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES S’ANALYSE COMME SUI :

Montants Nets	
AU 31/12/2014	909
Résultat de l'exercice 2015	(242)
Dividendes distribués	(23)
Réduction de Capital	168
Variation de périmètre	3893
Autres	5
AU 31/12/2015	4 710
Résultat de l'exercice 2016	(229)
Dividendes distribués	(75)
Opérations sur le capital	2 175
Variation de périmètre	400
Autres	12
AU 31/12/2016	6 993

8.5. Variation des Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent principalement les Actifs disponibles à la vente et les créances rattachées à des participations, ainsi que les dépôts de garanties, prêts et autres créances financières.

- Actifs disponibles à la vente :
Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation du Groupe dans des sociétés non consolidées. Ils sont évalués à la juste valeur à la date de clôture. Si leur juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les facteurs considérés pour déterminer une dépréciation sont la baisse de la quote-part des capitaux propres détenus et une dégradation significative et prolongée de la rentabilité attendue. Les variations de juste valeur sur investissements disponibles à la vente sont comptabilisées en capitaux propres et transférées au résultat en cas de décomptabilisation.

- Prêts, dépôts :
Les prêts et dépôts sont comptabilisés au coût amorti. Le cas échéant, ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable et est comptabilisée en résultat. Une reprise de provision peut être réalisée en cas d'évolution favorable de la valeur recouvrable.
- Décomptabilisation des actifs financiers :
Un actif financier, tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » est décomptabilisé du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

8.6. Autres Actifs non courants

Les actifs non courants comprennent les créances d'impôts remboursables à plus d'un an. Il s'agit notamment des crédits d'impôts recherche et mécénat non imputables et non remboursables en 2017. Les créances détenues par NGE et l'ensemble de ses filiales intégrées relatives au CICE 2016 ont été totalement cédées sans recours pour 9.2 millions d'euros. En 2015, la cession de ces créances s'élevait à 9.3 millions d'euros. Par conséquent, ces créances ont été déconsolidées.

8.7. Impôts sur le Résultat et Impôts Différés

Conformément à la norme IAS 12, des impositions différées sont constatées, sur les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif. Elles résultent :

- Des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont, soit :
 - Des sources d'impositions futures (impôts différés passifs) : Il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée.
 - Des sources de déductions futures (impôts différés actifs) : Sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement.

- Des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs).
Les actifs d'impôts différés sont reconnus s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours des exercices futurs.
La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôts différés. Les actifs d'impôts différés non reconnus sont appréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur permettra de les recouvrer.

Les impôts différés sont comptabilisés au taux d'impôt moyen sur la durée de retournement soit 34.43%. Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque entité ou du résultat d'ensemble des entités comprises dans le périmètre d'intégration fiscale, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale.

SYNTHÈSE DES ACTIFS RELATIFS AUX CONCESSIONS ET PPP

VALEURS NETTES	31/12/2016	31/12/2015
Actifs disponible à la vente - Concessions et PPP	10 846	6 327
Autres actifs financiers - Concessions et PPP	34 228	33 761
Participations dans les entreprises associées	4 311	4 483
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS CONCESSIONS ET PPP	49 385	44 571

RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT TOTALE COMPTABILISÉE ET LA CHARGE THÉORIQUE

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat Net Consolidé	20 231	18 465
Impôts sur les Bénéfices	(5 095)	(6 980)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	25 326	25 445
Taux d'Imposition Théorique en Vigueur	34,43%	38,00%
CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE	8 719	9 669
Différences Permanentes	(4 942)	(3 533)
Déficits non activés	254	-
Résultats mis en Equivalence	79	92
Ecart de Taux d'Imposition	(5 323)	(1 565)
Contributions sur les dividendes et autres	6 308	2 317
CHARGE D'IMPÔT EFFECTIVE	5 095	6 980
TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF	20,12%	27,43%

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	31/12/2016	31/12/2015
Impôts Exigibles	5 871	5 284
Impôts Différés	(776)	1 696
TOTAL	5 095	6 980

VENTILATION DE L'IMPÔT DIFFÉRÉ

ANNÉE 2016

	SOLDE AU 31/12/2016						
	Solde net au 1 ^{er} Janvier 2016	Comptabilisés en résultat net	Ecart de conversion et autres	Comptabilisés en autres éléments du résultat global	Comptabilisés directement en capitaux propres	Solde avant Compensation	Actifs (Passifs) d'impôts nets
Différences temporelles	9 126	760	15		3 055	12 956	
Provisions	6 986	(2 460)	37		992	5 555	
Déficits fiscaux	12 082	2 793			509	15 384	
Provisions IFC	10 111	(393)		(31)	276	9 963	
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	38 306	700	52	(31)	4 832	43 859	(41 664)
Immobilisations	(48 013)	2 268	(33)		(1 141)	(46 919)	
Provisions	(1 730)	(2 416)				(4 146)	
Incorporel	21	1				22	
Financier	(699)	219				(480)	
Instruments financiers	1 200			(417)		783	
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	(49 221)	72	(33)	(417)	(1 141)	(50 740)	41 664
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPÔT NETS	(10 915)	772	19	(449)	3 691	(6 881)	(6 881)

ANNÉE 2015

	SOLDE AU 31/12/2015						
	Solde net au 1 ^{er} Janvier 2015	Comptabilisés en résultat net	Ecart de conversion et autres	Comptabilisés en autres éléments du résultat global	Comptabilisés directement en capitaux propres	Solde avant Compensation	Actifs (Passifs) d'impôts nets
Différences temporelles	9 623	(579)			82	9 126	
Provisions	11 572	(4 586)				6 986	
Déficits fiscaux	10 711	1 027			344	12 082	
Provisions IFC	9 058	985			68	10 111	
Ecart de conversion			(7)		7	-	
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	40 965	(3 153)	(7)	-	501	38 306	(37 840)
Immobilisations	(44 824)	1 261			(4 450)	(48 013)	
Provisions	(1 651)	(256)		(206)	383	(1 730)	
Incorporel	21					21	
Financier	(1 145)	446				(699)	
Instruments financiers	1 176			24		1 200	
Ecart de conversion			13		(13)	-	
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	(46 423)	1 451	13	(182)	(4 080)	(49 221)	37 840
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPÔT NETS	(5 458)	(1 702)	6	(182)	(3 579)	(10 915)	(10 915)

8.8. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d’acquisition ou de production par l’entreprise ou à leur valeur nette de réalisation si elle est inférieure à chaque clôture.

	31/12/2015	Variations de périmètre	Variation	Ecart de conversion	31/12/2016
Matières et Autres Produits	23 604	1 688	(3 289)	(171)	21 832
Total des Valeurs Brutes	23 604	1 688	(3 289)	(171)	21 832
Matières et Autres Produits	(960)	(16)	30		(946)
Total des Amortissements et Pertes de Valeurs	(960)	(16)	30	-	(946)
STOCKS	22 644	1 672	(3 259)	(171)	20 887

	31/12/2014	Variations de périmètre	Variation	Ecart de conversion	31/12/2015
Matières et Autres Produits	63 921	2 301	(42 683)	65	23 604
Total des Valeurs Brutes	63 921	2 301	(42 683)	65	23 604
Matières et Autres Produits	(974)	(218)	232		(960)
Total des Amortissements et Pertes de Valeurs	(974)	(218)	232	-	(960)
STOCKS	62 947	2 083	(42 451)	65	22 644

8.9. Créances clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale sous déduction des provisions tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme (IAS 11), cette rubrique inclut notamment :

- Les situations émises au fur et à mesure de l’exécution des travaux et acceptées par le maître d’ouvrage ;
- Les facturations à établir correspondant aux travaux mérités qui n’ont pu être facturés ou acceptés par le maître d’ouvrage.

L'échéancier des créances clients est résumé ci-dessous :

	TOTAL	Non Echues	< 30 jours	30<60 jours	60<90 jours	90<120 jours	>120 jours
Créances Clients au 31/12/2016	567 425	442 478	49 372	22 807	13 434	12 966	26 368
Créances Clients au 31/12/2015	507 413	377 672	51 924	18 327	6 650	8 282	44 558

	31/12/2016	31/12/2015
Créances Clients-Valeurs Brutes	574 854	508 350
Dépréciations	(7 429)	(937)
VALEURS NETTES	567 425	507 413

8.10. Autres Actifs Courants

	31/12/2016	31/12/2015
Etat	75 872	77 103
Créances sociales	3 883	2 378
Autres débiteurs	23 094	15 697
Charges constatées d'avance	8 567	5 005
Dépréciations	(114)	(57)
AUTRES ACTIFS COURANTS	111 302	100 126

8.11. Informations complémentaires sur les contrats de construction

Le Groupe comptabilise les produits et les charges relatifs aux contrats de construction selon la méthode de l’avancement définie par la norme IAS 11 – Contrats de construction. Pour le Groupe, l’avancement est généralement déterminé sur la base d’un avancement physique ou d’un avancement par les coûts.

Dans le cas où la prévision à fin d’affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision est comptabilisée indépendamment de l’avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

Les paiements partiels reçus dans le cadre des contrats de construction, avant que les travaux correspondants n’aient été exécutés, sont comptabilisés au passif du bilan en avances et acomptes reçus.

Le chiffre d’affaires déterminé selon la méthode de l’avancement repose sur l’estimation des coûts à terminaison d’un contrat. Cette estimation est susceptible d’être modifiée lors des périodes ultérieures et d’entraîner des ajustements de chiffre d’affaires et éventuellement des provisions pour pertes à terminaison.

	31/12/2016	31/12/2015
Montant des produits enregistrés sur les contrats de construction au titre de l'exercice	1 502 999	1 496 608
Au titre des seuls contrats en cours :		
- Avances reçues sur les contrats en cours	35 932	29 796
- Retenues opérées par les clients	5 090	8 461
- Sommes à recevoir des clients	153 534	142 488
- Sommes dues aux clients	95 041	82 437

8.12. Trésorerie Nette

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements court terme soumis à un risque négligeable de changements de valeur. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes à terme, de comptes rémunérés et des certificats de dépôts dont la maturité n’excède pas trois mois à l’origine.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur, conformément à IAS 39 – Instruments financiers. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat.

Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et présentés en dettes financières courantes.

La Trésorerie Nette inclut un montant en devises qui s’élève pour l’essentiel à 93.3 millions de dirhams Marocains, soit 8.7 millions d’euros, 8.5 millions de pesos Mexicain, soit 0.4 millions d’euros et (2,0 millions) de livres sterling soit (2.3) millions d’euros.

Le découvert bancaire inclut la ligne de titrisation des créances commerciales utilisée au 31 Décembre 2016 à hauteur de 80 millions d’euros, cette utilisation s’élevait à 60 millions d’euros au 31 Décembre 2015.

	31/12/2016	31/12/2015
Placements	19 949	32 583
Disponibilités	190 835	171 799
Trésorerie et Equivalent de Trésorerie	210 785	204 382
Solides créditeurs de banque (yc titrisation)	(94 736)	(71 023)
Découvert Bancaire	(94 736)	(71 023)
TRÉSORERIE NETTE FIGURANT AU BILAN	116 048	133 359



8.13. Besoin en Fonds de Roulement

			Flux		
	31/12/2016	31/12/2015	Générés par l'Activité	Fournisseurs d'Immobilisations	Variations de Périmètres et Autres
Stocks	20 887	22 644	3 089		(1 332)
Clients	567 425	507 413	(11 013)		(48 999)
Autres Actifs	117 965	107 846	13 207		(23 326)
ACTIFS	706 277	637 903	5 283		(73 657)
Fournisseurs	455 828	377 960	51 539	(750)	27 079
Autres passifs	389 538	399 503	(67 062)		57 097
PASSIFS	845 366	777 463	(15 523)	(750)	84 176
(BESOIN) / RESSOURCES EN FONDS DE ROULEMENT	139 089	139 560	(10 240)	(750)	10 519

8.14. Instruments de Capitaux Propres

La société NGE a procédé au remboursement total de son emprunt obligataire remboursable en actions A et en actions de préférence B, soit 484 342 obligations d’un montant nominal de 24.6 millions d’euros (ORA 5 et ORA 6) ;

Les obligations remboursables en actions ont été classées en capitaux propres à leur l’émission conformément à IAS 32, par conséquent, le remboursement anticipé en numéraire est comptabilisé en variation des capitaux propres, et les coupons attachés en Résultat Global.

8.15. Endettement Financier Net

Les emprunts sont initialement enregistrés au coût qui correspond à la juste valeur du montant reçu, net des coûts d’émission.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d’intérêt effectif, qui prend en compte tous les coûts d’émission et toute décote ou prime de remboursement.

Contrats de location financement

Les biens acquis en location financement (crédit-bail notamment) sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, en contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d’utilisation (énoncée en note 8.3).

Les frais financiers relatifs à cette dette sont enregistrés dans les charges financières.

Les investissements et les dettes relatifs à ces contrats sont inclus dans le Tableau de Flux de Trésorerie.

Covenants bancaires :

Dans le cadre du Crédit corporate souscrit par le Groupe, et de ses avenants, le Groupe s’est engagé à respecter certains ratios financiers (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) définis contractuellement :

- Ratio de Gearing : inférieur ou égal à 1 au 31 Décembre 2016
- Ratio de levier brut : inférieur à 4 au 31 Décembre 2016
- Ratio de levier Net : inférieur à 2 au 31 Décembre 2016
- Ratio de Cash-Flow Consolidé : supérieur à 1 ou Trésorerie Nette au moins égale à 70 millions d’euros au 31 Décembre 2016.

Au 31 Décembre 2016 ces ratios sont respectés.

	31/12/2016				31/12/2015			
	Courantes	Non Courantes		Total	Courantes	Non Courantes		Total
		1 à 5 ans	+ de 5 ans			1 à 5 ans	+ de 5 ans	
Emprunts Obligataires	1 284	(680)	70 000	70 604	1 284	(1 068)	70 000	70 216
Emprunts Auprès des Etablissements de Crédit	37 459	107 207	8 779	153 445	29 477	73 922	11 701	115 100
Dettes Financières de Crédit-Bail	25 116	61 169	8 044	94 329	24 237	66 151	10 687	101 075
Autres Dettes Financières		2 811		2 811		5 698		5 698
ENDETTLEMENT BRUT	63 859	170 507	86 823	321 189	54 998	144 702	92 388	292 089
Trésorerie nette				116 048				133 359
ENDETTEMENT NET				205 141				158 730
Dont Dettes à Taux Fixes	39 190	98 769	86 823	224 782	32 552	88 187	86 264	207 003
Dont Dettes à Taux Variables	24 669	71 738	-	96 407	22 446	56 517	6 124	85 086



8.16. Provisions Non Courantes et Courantes

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle à l’égard d’un tiers (juridique ou implicite) résultant d’un événement passé, et lorsqu’il est probable qu’une sortie de ressource représentative d’avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l’obligation et que le montant de l’obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions non courantes comprennent pour l’essentiel la part à plus d’un an des :

- Provisions pour litiges et contentieux : ces provisions sont destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe.
- Provisions pour réaménagement de carrières, renouvellement et remise en état.
Il s’agit du coût de remise en état des sites d’exploitation de carrières.
- Les Indemnités de fin de carrière (cf note 8.17).

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle normal d’exploitation pour la partie à moins d’un an.

Elles comprennent principalement la quote-part des situations nettes négatives des sociétés mises en équivalence.

	31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2016
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	26 960	1 417	(1 277)	1 333	33	28 466
Provisions pour Réaménagement de Carrières	2 134	54	(49)			2 139
Provisions pour Contentieux et Litiges	43 066	22 394	(26 266)	5 297	(1 393)	43 098
Autres Provisions pour Charges non courantes	230	21	(49)	11		214
PROVISIONS NON COURANTES	72 390	23 886	(27 641)	6 641	(1 360)	73 916
Autres Provisions Diverses	1 052		(1 052)			
PROVISIONS COURANTES	1 052	-	(1 052)	-	-	-
TOTAL DES PROVISIONS	73 442	23 886	(28 693)	6 641	(1 360)	73 916

	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2015
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	25 211	2 805	(1 244)	188		26 960
Provisions pour Réaménagement de Carrières	1 368	249	(352)	868		2 134
Provisions pour Contentieux et Litiges	52 094	10 769	(19 974)	166	12	43 066
Autres Provisions pour Charges non courantes	328		(101)	3		230
PROVISIONS NON COURANTES	79 001	13 823	(21 671)	1 225	12	72 390
Autres Provisions Diverses	4 835	128	(42)	(3 869)		1 052
PROVISIONS COURANTES	4 835	128	(42)	(3 869)	-	1 052
TOTAL DES PROVISIONS	83 836	13 951	(21 713)	(2 644)	12	73 442

8.17. Indemnités de fin de carrière

Les engagements liés aux régimes de retraite à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Les hypothèses de calcul actuariel des engagements de retraite à prestations définies comportent des incertitudes qui peuvent affecter la valeur des actifs financiers et des obligations vis à vis des employés. Ces hypothèses sont revues annuellement et peuvent entraîner des ajustements comptables.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (fonds de pension ou contrats d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé à l'actif ou au passif.

Selon les dispositions de la norme IAS 19, la charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût

des services rendus ainsi que les effets de toute modification, réduction ou liquidation de régime. L'impact de désactualisation reconnue sur la dette actuarielle et les produits d'intérêts sur actifs de régime sont comptabilisés en autres charges et produits financiers. Les produits d'intérêts sur actifs de couverture sont calculés en utilisant le taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

Les impacts de réévaluation du passif net liés aux régimes de retraite à prestations définies sont enregistrés en autres éléments du résultat global. Ils comprennent essentiellement les gains et pertes actuariels sur l'engagement résultant des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience.

Le Groupe a révisé ses hypothèses actuarielles sur la base des données réelles observées au cours des trois dernières années.

	IAS19R 31/12/2016	IAS19R 31/12/2015
Hypothèses		
Taux d'actualisation (inflation comprise)	1,50%	2,00%
Taux d'augmentation des salaires	2,55%	4,50%
Taux de charges sociales - Cadres	45,31%	46,00%
Taux de charges sociales - Non Cadres	43,29%	43,00%

Evolution de l'engagement		
Engagement à l'ouverture	29 101	27 589
Coût des services rendus au cours de la période	1 765	2 230
Ecart de conversion	33	
Charge d'intérêt	618	591
Acquisitions / Cessions	1 260	188
Pertes (Gains) actuariels sur l'engagement	(998)	(571)
Prestations versées	(1 135)	(926)
ENGAGEMENT À LA CLÔTURE	30 644	29 101

Evolution des actifs		
Juste valeur des actifs au début de la période	2 141	2 378
Cotisations / Prestations versées	128	(237)
VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE	2 269	2 141

Charge de la période		
Coût des services rendus au cours de la période	1 765	2 230
Ecart de conversion	33	
Coût net d'intérêt	618	591
CHARGE (PRODUIT)	2 416	2 821

Autres éléments du résultat Global		
Stock d'écarts actuariels en OCI à l'ouverture	3 633	4 204
Pertes (Gains) de la période générés sur l'engagement	(998)	(571)
PERTES (GAINS) RECONNUS EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	2 635	3 633

	IAS19R 31/12/2016	IAS19R 31/12/2015
Evolution de la provision		
Provision à l'ouverture	(26 960)	(25 211)
(Charge) Produit	(2 383)	(2 821)
Ecart de conversion	33	
Ecart actuariels générés	998	571
Acquisitions / Cessions	(1 260)	(188)
Prestations versées directement par l'employeur	1 173	689
PROVISION DE FIN DE PÉRIODE	(28 399)	(26 960)

Sensibilités		
Taux d'actualisation		
Engagement avec une augmentation de +0,25%	28 990	28 178
Charge avec une augmentation de +0,25%	2 795	2 779
Engagement avec une diminution de -0,25%	30 978	30 070
Charge avec une diminution de -0,25%	2 887	2 863
Taux d'augmentation des salaires		
Engagement avec une augmentation de +0,25%	30 982	30 061
Charge avec une augmentation de +0,25%	2 967	2 939
Engagement avec une diminution de -0,25%	28 982	28 181
Charge avec une diminution de -0,25%	2 719	2 707

8.18. Autres passifs courants

	31/12/2016	31/12/2015
Dettes sociales	70 714	73 776
Dettes fiscales	125 206	119 497
Montants Bruts dûs aux clients	95 041	82 437
Comptes courants des Sociétés en Participation et autres sociétés	5 633	10 600
Produits constatés d'avance	38 082	76 205
Dividendes à verser	201	201
Autres dettes	18 729	6 992
AUTRES PASSIFS COURANTS	353 606	369 707



8.19. Instruments Financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt pour se couvrir contre les risques associés aux taux d'intérêts. Ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur.

Au 31 Décembre 2016, la juste valeur prend en compte le risque de crédit ou le risque propre de l'entité conformément à IFRS13 ; l'estimation de ces risques est calculée sur la base des données observables du marché.

Tous gains et pertes provenant des variations de juste valeur de dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont comptabilisés directement dans le compte de résultat.

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée par référence aux cours actuels pour des contrats ayant des profils de maturité similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée par référence aux valeurs de marché d'instruments similaires.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme (excepté pour le risque de change) ;
- soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme ;
- soit de couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Les instruments de couverture qui satisfont aux critères IAS 39 de la comptabilité de couverture sont comptabilisés de la manière suivante :

- Couvertures de juste valeur

Les variations de juste valeur d'un dérivé qualifié de cou-

verture de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert ajustent la valeur comptable de l'élément couvert et sont aussi comptabilisées en résultat.

- Couvertures de flux de trésorerie

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat.

Les montants comptabilisés directement en capitaux propres sont inclus dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

Si le Groupe s'attend à ce que la transaction prévue ou l'engagement ne se réalise pas, les montants préalablement comptabilisés directement en capitaux propres sont enregistrés en résultat. Si l'instrument de couverture arrive à maturité, est vendu, résilié ou exercé sans remplacement ou renouvellement, ou si sa désignation comme instrument de couverture est révoquée, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres y sont maintenus jusqu'à la réalisation de la transaction prévue ou de l'engagement ferme.

Couverture du risque de taux :

Les instruments financiers dérivés autorisés afin de couvrir la dette sont des contrats de swap ou des options pris auprès d'établissements financiers de premier plan.

Au regard des contrats de couverture de taux existants au 31 décembre 2016, le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux non capé s'élève à 39.2 millions d'euros contre 4.1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

A endettement constant au 31 décembre 2016 et en tenant compte des dérivés de taux en portefeuille à cette date, une augmentation de 25 points de base des taux variables diminuerait les charges financières annuelles de 32 K€.

Mode de détermination de la juste valeur										
31/12/2016 Actifs et Passifs financiers	Valeur au bilan	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments financiers de couverture	Juste valeur	Niveau 1 Prix coté sur un marché actif	Niveau 2 Modèle avec données de marché observables	Niveau 3 Modèle avec données non observables
Autres Actifs Financiers	56 371	17 323		39 047			56 371		39 047	17 323
Comptes courants Débiteurs	2 036			2 036			2 036		2 036	
Trésorerie et Équivalents de Trésorerie	210 785		210 785				210 785	19 949	190 835	
Total des Actifs	269 192	17 323	210 785	41 083	-	-	269 192	19 949	231 918	17 323
Emprunts et Autres Financements	415 925				413 651	2 274	415 925	94 736	321 189	
Comptes Courants Créditeurs	5 633			5 633			5 633	5 633		
Total des Passifs	421 558	-	-	5 633	413 651	2 274	421 558	100 369	321 189	-

Mode de détermination de la juste valeur										
31/12/2015 Actifs et Passifs financiers	Valeur au bilan	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments financiers de couverture	Juste valeur	Niveau 1 Prix coté sur un marché actif	Niveau 2 Modèle avec données de marché observables	Niveau 3 Modèle avec données non observables
Autres Actifs Financiers	54 450	14 205		40 245			54 450		40 245	14 205
Comptes Courants débiteurs	916			916			916		916	
Trésorerie et Équivalents de Trésorerie	204 382		204 382				204 382	32 583	171 799	
Total des Actifs	259 748	14 205	204 382	41 161	-	-	259 748	32 583	212 960	14 205
Emprunts et Autres Financements	292 089				288 765	3 324	292 089	71 023	221 066	
Comptes Courants Créditeurs	10 600			10 600			10 600	10 600		
Total des Passifs	302 689	-	-	10 600	288 765	3 324	302 689	-	221 066	-

LA VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE TAUX SE PRÉSENTE DE LA FAÇON SUIVANTE :

Justes Valeurs au 31/12/2016	Actifs non Courants	Actifs Courants	Passifs non Courants	Passifs Courants	Notionnel
Swap de Couverture de Flux de Trésorerie			1 230		60 000
Options Eligibles à la Comptabilité de Couverture			810		38 430
Couverture de Change			103		18 995
Tunnels			130		18 790
TOTAL COUVERTURE RISQUES DE TAUX	-	-	2 274	-	136 215

Justes Valeurs au 31/12/2015	Actifs non Courants	Actifs Courants	Passifs non Courants	Passifs Courants	Notionnel
Swap de Couverture de Flux de Trésorerie			1 630		60 000
Options Eligibles à la Comptabilité de Couverture			1 100		44 580
Couverture de Change			104		62 172
Tunnels			490		36 330
TOTAL COUVERTURE RISQUES DE TAUX	-	-	3 324	-	203 082

8.20. Produits des Activités Opérationnelles

La totalité du Chiffre d’affaires est comptabilisée selon la méthode IAS 11.

8.21. Autres Produits de l’Activité

Les Autres produits de l’activité comptabilisés regroupent les ventes de matériels, les études et les redevances, conformément à IAS 18.
Les Autres produits de l’activité comprennent également la part des revenus financiers relevant de l’activité de NGE Concessions.

	31/12/2016	31/12/2015
Autres produits de l'activité	36 626	23 203
Produits de cession du matériel	10 617	7 768
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	47 243	30 971

8.22. Charges externes

	31/12/2016	31/12/2015
Sous-traitance	289 865	211 343
Achats non stockés	83 978	88 548
Autres services (location, intérim...)	382 042	414 791
CHARGES EXTERNES	755 884	714 682

8.23. Autres Produits et Charges Opérationnels

Le 30 Juin 2016, le Directoire a fait usage de son autorisation issue de l’Assemblée Générale du 4 Avril 2016 lui permettant de réaliser le rachat de 153 503 Actions A par la Société au prix unitaire de 55.405 euros, et la cession desdites Actions par la Société au FCPE « NGE ACTIONNARIAT 2016 » ; Les salariés ont bénéficié d’une décote sur le prix de l’action et d’un abondement.
La charge afférente est présentée en Autres Produits et charges opérationnels.

	31/12/2016	31/12/2015
FCPE	(3 293)	(3 829)
Frais d'acquisitions Croissance externe	(1 115)	
Autres	(1 823)	(531)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(6 231)	(4 360)

8.24. Coût de l’Endettement Financier Net

	31/12/2016	31/12/2015
Produits de Trésorerie et d'Equivalents de Trésorerie	162	481
Intérêts sur emprunts bancaires	(6 478)	(5 724)
Intérêts sur crédit-bail et Autres intérêts débiteurs	(2 878)	(4 148)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(9 194)	(9 391)

8.25. Autres Produits et Charges Financiers

	31/12/2016	31/12/2015
Produits des participations	119	140
Autres produits et charges financiers	(1 711)	(1 194)
Différence de change	(325)	216
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(1 917)	(838)

8.26. EBITDA

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat Opérationnel sur Activité	42 895	40 277
Dotations Nettes	65 570	55 095
Valeurs nettes des éléments d'actifs cédés	8 114	7 273
EBITDA	116 579	102 645



8.27. Capitaux propres et Résultat par Action

CAPITAL SOCIAL

Aux termes de l’assemblée générale en date du 25 octobre 2016, le capital social a été augmenté d’une somme de 1.584.160 euros pour être porté de 50.099.016 euros à 51.683.176 euros par voie de création de 198.020 actions ordinaires A de 8 euros de valeur nominale, toutes souscrites et intégralement libérées en numéraire.
Au 31 décembre 2016, le capital social était composé de 6 460 397 actions entièrement libérées, de 8 € de valeur nominale chacune.

Le Groupe poursuit une politique d’actionnariat salarié dans le but d’associer l’ensemble du personnel et d’affirmer l’unité de NGE et ses filiales. Au cours de l’exercice, le Groupe a procédé à l’achat /vente de 153 503 actions NGE ; en 2015 ce nombre était de de 250 628 ;
L’Assemblée Générale du 15 décembre 2016, a autorisé la réduction de capital social de la Société en une ou plusieurs fois, pour un montant maximum de 5.168.312 euros par voie de rachat en vue de leur annulation d’un nombre maximum de 646.039 actions ordinaires A de 8 euros de valeur nominale chacune appartenant au FCPE NGE ACTIONNARIAT, au FCPE NGE ACTIONNARIAT 2016 ou à tout autre FCPE mis en place dans le cadre du Plan Epargne Groupe du 16 avril 2010, pour en assurer leur liquidité.

Aux termes de l’assemblée générale en date du 17 janvier 2017, le capital social a été augmenté d’une somme de 896.880 euros pour être porté de 51.683.176 euros à 52.580.056 euros par voie de création de 112.110 actions ordinaires A de 8 euros de valeur nominale, toutes souscrites et intégralement libérées en numéraire.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d’actions ordinaires de l’entité mère par le nombre moyen pondéré d’actions ordinaires en circulation au cours de la période.
Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat attribuable aux porteurs d’actions ordinaires de l’entité mère ainsi que le nombre moyen pondéré d’actions en circulation sont ajustés des effets de tous les instruments de capitaux propres potentiels dilutifs.
En tenant compte de l’augmentation de capital intervenue le 17 janvier 2017, le nombre d’actions s’élève à 6 572 507, et le résultat par action s’élève à 3,05 €.

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net part du Groupe (a)	20 074	18 055
Nombre moyen pondéré d'actions (c)	6 299 268	6 262 377
Nombre moyen pondéré d'obligations remboursables en actions	261 007	247 553
Nombre moyen pondéré de titres de capitaux propres théoriques (e)	6 560 275	6 509 930
RÉSULTAT PAR ACTION (EUROS) (a/c)	3,19	2,88
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ (EUROS) (a/e)	3,06	2,77



8.28. Transactions entre les parties liées

Les transactions significatives enregistrées avec les parties liées sont indiquées ci-dessous :

En millions d'euros		31/12/2016		31/12/2015	
Sociétés	Nature	Créance (dette)	Produit (charge)	Créance (dette)	Produit (charge)
Concessions et PPP	Prêt	34,0	1,2	34,0	2,2
Autres Entreprises associés	Compte courant	(2,0)	(0,1)	4,0	0,1
Organes de Direction	Coût complet		(6,0)		(6,1)

8.29. Information sectorielle

En millions d'euros					
	Activités Régionales Multi métiers	Grands Projets	Filiales Nationales Spécialisées	Eliminations	Total
Produits des activités opérationnelles	650	293	559		1 502
Ventes inter-secteur	4	1	20	(25)	-
TOTAL	654	294	579	(25)	1502
Résultat Opérationnel sur Activités	(3,3)	11,2	35,0		42,9
Résultat Opérationnel					36,7

En millions d'euros					
	Activités Régionales Multi métiers	Grands Projets	Filiales Nationales Spécialisées	Eliminations	Total
Produits des Activités Opérationnelles	649	255	594		1 497
Ventes inter-secteur	5	1	6	(13)	-
TOTAL	654	256	600	(13)	1497
Résultat Opérationnel sur Activités	8,1	2,8	29,3		40,3
Résultat Opérationnel					35,9

Le Groupe réalise 13% de son chiffre d’affaires à l’international pour l’année 2016. En 2015 cette part s’élevait à 6,80%.

8.30. Engagements Hors Bilan

	31/12/2016	31/12/2015
Avals, Cautions, Garanties Données	403 655	347 011
Autres suretés	222 260	182 784
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉES	625 915	529 795
Avals, Cautions, Garanties Reçus	157 597	128 087
TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS	157 597	128 087

8.31. Effectifs

	31/12/2016	31/12/2015
Cadres	1 502	1 263
Etam	2 707	2 394
CNRO	5 382	4 392
EFFECTIF MOYEN	9 591	8 049

8.32. Salaires et charges sociales

	31/12/2016	31/12/2015
Rémunération Brutes	282 324	269 911
Crédit d'impôt Compétitivité Emploi	(10 258)	(10 030)
Charges Sociales	143 088	139 249
Intéressement & Participation	9 341	9 299
TOTAL	424 496	408 429
Indemnités de Fin de Carrière - Coût des services rendus	1 765	2 230
CHARGES DE PERSONNEL	426 260	410 659



LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

				31/12/2016		31/12/2015	
Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
NGE	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	504 124 801 00029	Mère	100	Mère	100
ABTP BIARD	ZA Vallade 24100 BERGERAC	SAS	423 753 565 00013	Globale	100	Globale	64,5
AEGE RESEAUX ET TELECOMS	17 Rue Dupin 75006 PARIS	SAS	501 241 624 00011	Globale	45	-	-
AGENIA	295 Rue Fontfillol Lot B – ZAC des Cadaux 81370 ST SULPICE	SARL	440 792 836 00031	Globale	100	Globale	100
AGILIS	245 Allée du Sirocco - ZA la Cigalière IV 84250 LE THOR	SAS	443 222 328 00025	Globale	100	Globale	100
AGILIS (*Société Anonyme Simplifiée)	ZI Sapino - Lot 854 20240 NOUACEUR	SAS* de droit marocain	RCS Casablanca	TUP	-	Globale	85
AIRCO	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SARL	390 281 319 00033	Globale	100	Globale	100
ALBEA EXPLOITATION	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	538 012 881 00016	Globale	50	Globale	50
ALPILLES PARTICIPATIONS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	401 065 321 00036	Globale	100	Globale	100
ANTARES PARTICIPATIONS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	813 767 209 00014	Globale	100	Globale	100
AQUATECH INTERNATIONAL	Centre d'affaires Edouard VII 20 Rue de Caumartin 75009 PARIS	SAS	803 205 665 00018	Globale	33,5	Globale	33,5
AQUATECH MAROC	49 impasse Adarissa - Hassan 10020 RABAT	SARL	121 959	Globale	33,5	-	-
ARTES	534, rue Marius Petipa 34080 MONTPELLIER	SARL	438 395 071 00030	Globale	100	-	-
ATELIER POUR LA MAINTENANCE DES ENGINs MOBILES	Parc d'Activités Coriolis TGV Rue Evariste Galois 71210 MONTCHANIN	SAS	811 342 146 00016	Equivalence	28,57	Equivalence	28,57
AUDE AGREGATS	11170 MOUSSOULENS	SAS	304 636 137 00016	Globale	35	Globale	25
AUDE BETON	ZA Batipôle 11300 ST MARTIN DE VILLEREGLAN	SAS	353 943 954 00027	Globale	35	Globale	25
AUDE RECYCLAGE	RN 113 Montorgeuil 11000 CARCASSONNE	SAS	798 494 621 00013	Equivalence	23,10	Equivalence	8,33
AVIC	Le Grand Saint Cyrán 36250 ST MAUR	SAS	794 415 133 00014	Globale	50	-	-
AWIR	1567 Rue Rostang MONTEVIDEO	SA	15315	Globale	100	-	-
BARAZER TP	Zone Industrielle de Guerneach 56110 GOURIN	SAS	353 607 294 00033	Globale	100	Globale	100
BERENGIER DEPOLLUTION	Lieudit La Perière 49170 SAINT GERMAIN DES PRES	SAS	413 395 104 00057	Globale	100	Globale	100
BERGERAC MATERIAUX ET VALORISATION	Rue Louis Armand ZI de Camp Réael BP 628 24106 BERGERAC	SARL	812 720 415 00015	Equivalence	25	-	-
BROUTIN TP	Zone Industrielle 62440 Harnes	SAS	789 188 349 00029	Globale	100	Globale	100
CALCAIRES CATALANS	Route d'Opoul Carrière de Sarrat de la traverse 66600 SALSES LE CHÂTEAU	SAS	791 851 900 00013	Globale	50	Globale	50
CALCAIRES DU BITERROIS	Lieudit Garrigue de Bayssan 34500 BEZIERS	SAS	514 743 574 00014	Equivalence	50	Equivalence	50
CALCAIRES DU DIJONNAIS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	788 588 358 00010	Globale	74	Globale	74
CALCAIRES DU MONT AURELIEN	Route de la Durance 13860 PEYROLLES EN PROVENCE	SAS	805 379 195 00011	Globale	50	Globale	50
CARDINAL EDIFICE	Zone Artisanale 35330 MERNEL	SAS	950 033 555 0026	Globale	100	-	-
CARRIERE DE BAYSSAN	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	413 838 020 00043	Globale	100	Globale	100
CARRIERE DE BOULBON	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	438 796 252 00015	Globale	100	Globale	100

				31/12/2016		31/12/2015	
Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
CAZAL	8 Zone Cardona 11410 SALLES-SUR-L'HERS	SAS	313 211 864 00027	Globale	100	Globale	100
CORREZE ENROBES	ZI Tulle Est 19000 TULLE	SARL	400 002 218 00016	Equivalence	43	Equivalence	43
EGENIE	295 Rue Fontfillol Lot B 81370 ST SULPICE	SAS	440 856 292 00022	Globale	100	Globale	100
EGYFRAIL	62 Ahmed Afifi St. - Media City AGOUZA	SA	54517	Globale	49	-	-
EHTP	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	439 987 405 00024	Globale	100	Globale	100
ERIS PARTICIPATIONS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SCA	501 714 521 00017	Globale	100	Globale	100
ESP RAIL	Chemin du Corps de Garde - Zone Industrielle 77500 CHELLES	SAS	817 401 581 00019	Globale	100	-	-
EXTER	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	453 453 045 00016	Globale	50	Globale	50
FITWER	1429 Circunvalacion Durango 2D MONTEVIDEO	SA	217 540 23 0011	Globale	100	-	-
FRASCA	12 rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	572 062 859 00036	Globale	100	Globale	100
FVF	Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES	SAS	483 288 163 00015	Globale	100	Globale	100
GENERALE ROUTIERE	719 Boulevard Modibo Keita Polo 20420 CASABLANCA	SA de droit marocain	RCS Casablanca 89363	Globale	100	Globale	70
GIPERAIL	38/44 rue Jean Mermoz T 78600 MAISONS-LAFFITE	SNC	413 173 238 00044	Globale	50	Globale	50
GMS ENROBES	Parc d'Activités du Peuras - 498 Avenue du Peuras 38210 TULLINS	SAS	482 029 303 00021	Globale	54	Globale	54
GRANULATS DE L'EST	40 rue du Mahatma Gandhi ZA du Moulin Joli Local 97419 LA POSSESSION	SAS	800 730 673 00012	Globale	100	Globale	100
GTEC	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	439 987 579 00059	TUP	-	Globale	100
GTS	29 rue des Tâches 69800 SAINT-PRIEST	SAS	348 099 987 00029	Globale	100	Globale	100
GUINTOLI	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	447 754 086 00018	Globale	100	Globale	100
HAUTES PYRENEES ROCADES TARBAISE (H.P.R.T.)	30 Avenue de Larrieu 31081 TOULOUSE Cedex	SAS	523 471 787 00011	Equivalence	21,5	Equivalence	21,5
HOLDING MAURI	11250 COUFFOULENS	SAS	418 598 306 00011	Globale	35	Globale	25
HOLDING SLD-ERA	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	498 538 628 00013	Globale	100	Globale	100
HOLDING TPRN	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	513 281 907 00016	Globale	100	Globale	100
HYDROLIA	35 Bis Avenue Gambetta 13160 CHATEAURENARD	SAS	499 480 309 00016	TUP	-	-	-
LES CARRIERES D'AVRAINVILLE (L.C.A)	Plaine de Socourt 88130 CHARMES	SAS	509 981 833 00015	Equivalence	50	Equivalence	50
LA CHAMPENOISE	La Champagne 24270 SAINT-CYR-LES-CHAMPAGNES	SAS	307 013 938 00013	Globale	65	Globale	65
LACIS	9 Chemin du Monfaucon 33127 MARTIGNAS-SUR-JALLES	SAS	513 027 821 00034	Globale	100	Globale	100
LAGARRIGUE	Place de la République 12300 FIRMI	SAS	426 680 187 00017	Globale	100	Globale	100
LE CHENE CONSTRUCTIONS	ZA de la Landelle - 5 rue des Echanges 56200 LA GACILLY	SAS	388 190 845 00031	Globale	100	-	-
LES CALCAIRES DU GARD	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	801 356 361 00015	Globale	50	Globale	50
LES CARRIERES DES PUYs	63230 SAINT PIERRE LE CHASTEL	SAS	488 725 995 00010	Equivalence	30	Equivalence	30
LES CLES DE SAINT LYS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SCI	753 229 863 00026	Globale	95	Globale	95

LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

				31/12/2016		31/12/2015	
Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
LES CREPIS D'ARMOR	Zone Portuaire 56190 ARZAL	SAS	498 109 230 00017	Globale	100	-	-
LES LIANTS DE L'ESTUAIRE (SLE)	Zone Industrielle du Havre Sandouville 76430 SAINT ROMAIN DE COLBOSC	SARL	344 110 572 00015	Equivalence	39	Equivalence	39
LIANTS DU SUD OUEST (LSO)	Lacombe 19100 BRIVE	SAS	381 801 844 00014	Globale	100	Globale	100
LPF TP	Rue des Queyries 33100 BORDEAUX	SAS	433 689 510 00025	Globale	100	Globale	100
LYNX FINANCES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	813 767 035 00013	Globale	100	Globale	100
MAINTENANCE TARBES CONTOURNEMENT (MTC)	30 Avenue de Larrieu 31081 TOULOUSE Cedex 1	SAS	523 458 529 00014	Equivalence	39	Equivalence	39
MARMIN TP	Rue Des Verrotières - ZI des Dunes 62100 CALAIS	SAS	810 185 025 00014	Globale	100	Globale	100
MAURI	11250 COUFFOULENS	SAS	302 221 445 00018	Globale	35	Globale	25
MEDRAIL	Burjuman Business tower Bur Dubai Dubai (UAE)	SA		Globale	50	-	-
MENUISERIE CARDINAL	Les Rochelles 35330 MAURE DE BRETAGNE	SAS	500 808 845 00035	Globale	100	-	-
METRICRAIL	38/44 Rue Jean Mermoz T 78600 MAISONS LAFFITE	SARL	453 685 307 00036	Globale	50	Globale	50
MIRE	12 rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	432 623 130 00049	Globale	100	Globale	100
MISTRAL FINANCES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	812 189 512 00013	Globale	100	Globale	100
MOURGUES	46 rue de l'Industrie - ZI du Capitou 83600 FREJUS	SAS	305 362 352 00042	Globale	100	Globale	100
MULLER TP	Domaine de Sabré 57420 COIN-LES-CUVRY	SAS	447 754 235 00037	Globale	100	Globale	100
NGE CONCESSIONS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	789 270 360 00017	Globale	100	Globale	100
NGE CONTRACTING	Centre d'affaires Edouard VII 20 rue de Caumartin - 75009 PARIS	SAS	789 570 009 00017	Globale	100	Globale	100
NGE CONTRACTING LLC	Rufaa Tower, al Meena Street DOHA	SAR	CR no/24722	Globale	69,8	-	-
NGE ENERGIES NOUVELLES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	513 316 018 00011	Globale	100	Globale	100
NGE GENIE CIVIL	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	487 469 330 00012	Globale	100	Globale	100
NGE SAUDI ARABIA	Sheikh Abdullah Al Angari Street Al Worood District - P.O. Box 61295 RIYADH 11565	LLC Limited Liability Company		Globale	54	Globale	54
NGEAO	16, Boulevard Djily Mbaye DAKAR	SAS	005685922	Globale	50	Globale	50
NGS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	814 287 892 00016	Globale	50	Globale	50
NICOLO	Route de la Baronne ZA St Esteve 06640 SAINT JEANNET LES PLANS	SAS	408 822 757 00022	Globale	100	Globale	100
OFFROY	12 rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	745 751 693 00037	Globale	100	Globale	100
OLICHON	Rue Jules Védrines Zone Industrielle de Keryado 56100 LORIENT	SAS	865 500 052 00010	Globale	100	Globale	100
ONYX PARTICIPATIONS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	813 767 142 00017	Globale	100	Globale	100
P2R	Rue Ampère - ZI du Mariage 69330 PUSIGNAN	SARL	421 063 074 00015	Equivalence	23	Equivalence	23
PASS	22 bis rue de Romainville 03300 CUSSET	SAS	401 528 971 00013	Globale	55	Globale	55
PEVERAIL	Chemin du Corps de Garde - Zone Industrielle 77500 CHELLES	SNC	432 549 590 00011	Globale	50	Globale	50

				31/12/2016		31/12/2015	
Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
PLATE-FORME	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SARL	443 642 731 00014	Globale	100	Globale	100
PLATEFORE MAROC FORMATION	CASABLANCA Zone Industrielle Sapino - Lot 854 20240 NOUACEUR	SAR		Globale	100	-	-
PORT-ADHOC	14 Avenue de l'Opéra 75001 PARIS	SAS	478 972 649 00014	Equivalence	25	Equivalence	25
POSOCO	Plaine Villalbe Basse 11090 VILLALBE	SAS	651 850 349 00036	Globale	35	-	-
RAILSOURCE	Units 25-03 China Insurance Group Building 141 Des Vœux Road Central HONG KONG	SA		Globale	100	-	-
REHACANA	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	501 698 153 00019	Globale	100	Globale	100
ROCS	40 rue du Mahatma Gandhi ZA du Moulin Joli Local 97419 LA POSSESSION	SAS	352 272 439 00022	Globale	100	Globale	100
SABLIERE DE LA SALANQUE	Route d'Opoul D5 - Sarrat de la Traverse 66600 SALSES LE CHÂTEAU	SAS	624 200 804 00042	Globale	50	Globale	25,5
SABLIERES DE BRAM (Les)	Lieu-dit Le Pigné 11290 MONTREAL	SAS	521 103 507 00021	Globale	67,5	Equivalence	50
SAGE S RAIL	295 Rue Fontfillol Lot B - ZAC Les Cadaux 81370 ST SULPICE	SAS	532 596 418 00022	Globale	100	Globale	100
SAPAG	Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59170 CROIX	SAS	793 165 341 00017	Equivalence	33,2	Equivalence	33,2
SCI 22 BIS HIECO	22 Bis Rue de Romainville 03300 CUSSET	SCI	385 279 310 00010	Globale	55	Globale	55
SCI BRIVO	4 et 6 rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SCI	350 411 559 00015	TUP	-	Globale	100
SCI LECATE	ZA La Vallade Nord 24100 BERGERAC	SCI	441 381 258 00017	TUP	-	Globale	64,5
SCI LES CADAUX	295 Rue Fontfillol Lot B 81370 ST SULPICE	SCI	749 935 904 00021	Globale	51	Globale	51
SDBE	Centre d'affaires Edouard VII 20 rue de Caumartin 75009 PARIS	SAS	419 921 200 00038	Globale	100	Globale	100
SEGAUTO	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	513 027 920 00018	Globale	100	Globale	100
SEHB	730 Rue de la Calatière - ZI Ouest 01100 VEYZIAT	SAS	799 786 496 00015	Globale	80,1	Globale	80,1
SERFOTEX	Lieudit La Perière 49170 SAINT GERMAIN DES PRES	SAS	402 969 117 00041	Globale	100	Globale	100
SGL	Le Griffolet 19270 USSAC	SAS	424 034 056 00020	Globale	95	Globale	95
SGTPS	16 Rue Claude Chappe ZAC Développement 2000 97420 LE PORT	SAS	383 108 214 00024	Globale	100	Globale	100
SIFEL	12 rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	385 045 091 00035	Globale	100	Globale	100
SIORAT	Le Griffolet 19270 USSAC	SAS	676 820 137 00054	Globale	100	Globale	100
SLD TP	Pôle Industriel Toul Europe - Secteur B 610 Rue Marie Marvingt 54200 TOUL	SAS	329 702 773 00030	Globale	100	Globale	100
SNPT	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	753 158 666 00028	Globale	100	Equivalence	25
SOC	Avenue de Pagnot - Lieudit Maudas 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES	SAS	449 336 924 00013	Globale	100	Globale	100
SOCAL	11400 LABECEDE LAURAGAIS	SAS	382 184 315 00010	Globale	100	Globale	100
SOCIETE DES ENROBES GENEVOIS	Parc d'Activités du Peuras 498 Avenue du Peuras 38210 TULLINS	SAS	808 303 044 00016	Globale	35	Globale	35

				31/12/2016		31/12/2015	
Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
SOCIETES DES ENROBES CLERMONTOIS	ZAC du Chancet 63530 VOLVIC	SAS	812 397 602 00010	Equivalence	33	-	-
SOTRAC	1 Rue Charles Favre ZI Nord 39260 MOIRANS-EN-MONTAGNE	SAS	384 713 137 00030	Globale	100	Globale	100
SUD FONDATIONS	9 Chemin de Montfaucon 33127 MARTIGNAS-SUR-JALLE	SAS	399 050 251 00038	Globale	100	Globale	100
TCP RAIL Inc	Avenida Domingo Diaz DISTRITO DE SAN MIGUELITO PANAMA	SA		Globale	50	-	-
TP LYAUDET	ZA la Courtine 63820 SAINT-JULIEN-PUY-LAVEZE	SAS	343 940 490 00018	Globale	100	Globale	100
TPRN	Zone Acticentre – Bâtiment G1 156/220 Rue des Famards 59273 FRETIN	SAS	332 346 857 00029	Globale	100	Globale	100
TSO	Chemin du Corps de Garde 77508 CHELLES Cedex	SAS	747 252 120 00015	Globale	100	Globale	100
TSO CATENAIRES	Chemin du Corps de Garde 77508 CHELLES Cedex	SAS	432 455 764 00014	Globale	100	Globale	100
TSO-NGE MEXICO	Avenida Insurgentes sur NO.813 C.P. 03810 CIUDAD DE MEXICO	SA	TME140702805	Globale	100	Globale	100
TSO RAIL UK	30 Independent Place, London E8 2HE LONDON	SARL	10056562	Globale	100	-	-
VAL TP	730 rue de la Calatière - ZI Ouest Veyziat 01100 OYONNAX	SAS	344 187 992 00021	Globale	100	Globale	100
VALSERHONE	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	818 381 675 00011	Globale	100	-	-
VGC	Ecart de Saint Hubert 57360 MALANCOURT-LA-MONTAGNE	SAS	507 607 307 00018	Globale	50	Globale	50



GROUPE FRANÇAIS MULTIMETIERS
DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS



PARC D'ACTIVITÉS DE LAURADE
SAINT-ETIENNE-DU-GRÈS
BP22- 13156 TARASCON CEDEX
TÉL : (+33)4 90 91 60 00

www.nge.fr

